Çağlar KEYDER, Faruk TABAK, *Landholding and Commercial Agriculture in the Middle East.* State University of New York, 1991. 260 p.

Cet ouvrage collectif rassemble les dix contributions présentées lors d'un colloque organisé à l'université de l'État de New York en octobre 1986 et dont le thème était « L'agriculture à grande échelle dans l'Empire ottoman ». Mais l'ouvrage va bien au-delà d'une simple analyse des *çiftliks*. Il relance en fait un débat qui dure maintenant depuis près de quarante ans et qui tourne autour de la notion d'« économie-monde », des rapports de l'Empire ottoman avec l'« économie monde » mise en place progressivement par les puissances européennes à l'aube des temps modernes, enfin des spécificités de cet empire par rapport à l'Europe tant occidentale qu'orientale.

L'ouvrage se présente en deux parties. La première comprend les contributions de H. Inalcik (« The Emergence of Big Farms, Çiftliks : State, Landlors and Tenants, » p. 17-34) et de G. Veinstein (« On the Çiftlik Debate, » p. 35-56). Le premier, après avoir rappelé que l'État était de droit seul propriétaire des terres, met l'accent sur l'ancienneté du phénomène de constitution des *çiftlik*s et montre comment de grands domaines, obtenus par de hauts dignitaires de l'État, s'étaient développés au cours du XVIe siècle sur les terres incultes (*mevat*) de l'Anatolie. L'État leur octroyait des titres de propriété (*temlikname*). Mais toute l'ambiguïté, et par conséquent une bonne partie du débat, reposent sur le terme de « propriété » comme le soulignent les auteurs des contributions suivantes.

G. Veinstein fait remarquer que ces grands domaines s'étaient développés ailleurs, en particulier en Moldavie. Dans la genèse qu'il propose du *çiftlik*, il montre comment le mode d'exploitation des terres dans l'Empire ottoman s'était surtout transformé en fonction de facteurs internes, notamment lors des crises multiples de la fin du XVIe siècle. Mais il ne récuse pas les effets de facteurs externes tels que le développement d'importants marchés pour les produits agricoles en Europe occidentale au XVIIIe siècle. Ceux-ci ont pu amplifier les transformations.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à des études de cas. Huri Islamoglu-Inan (« Peasants, Commercialisation, and Legitimation of State Power in the Sixteenth-Century Anatolia, » p. 57-76) souligne le rôle capital joué par l'idéologie. L'État, dans sa vision universaliste reposant notamment sur l'idée qu'il réalisait le bien de l'ensemble de ses sujets, trouvait en partie sa légitimité dans sa capacité à assurer la subsistance de ses sujets (*reaya*). Dans ses grandes lignes, ce système devait s'appliquer à l'ensemble de l'empire. H. I. montre comment les Ottomans s'efforcèrent, au cours du XVIe siècle, de l'imposer dans le nord de l'Anatolie, dans les régions de Tokat-Amasya en particulier, où d'autres formes d'exploitation des terres, préottomanes, avaient subsisté. Ce système impérial reposait sur le maintien d'un paysannat libre bénéficiant d'un droit d'usufruit sur un lopin de terre concédé contre paiement de l'impôt. H. I. apporte aussi un démenti net aux théories selon lesquelles un accroissement de population, dans les économies traditionnelles, entraînait nécessairement une détérioration de la condition paysanne.

S. Faroqhi (« Wealth and Power in the Land of Olives : Economic and Political Activities of Müridzade Haci Mehmed Agha, Notable of Edremit, » p. 77-96) montre à travers le cas d'un

BCAI 10 (1993) Ç. Keyder, F. Tabak: Landholding and Commercial Agriculture in the Middle East, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

*ʿayan* du début du XIXe siècle combien la position de ces notables demeurait fragile et dépendante du pouvoir central pourtant réputé affaibli à cette époque. L'État gardait une arme suprême, la confiscation. Il en usa abondamment, et bien au-delà de la mise en place des Tanzimat à partir de 1839.

Elena Frangakis-Syrett (« The Trade of Cotton and Cloth in Izmir : From the Second Half of the Eighteenth Century to the Early Nineteenth Century, » p. 97-112) décrit les relations étroites entre le commerce des draps français et l'exportation de coton à partir de l'arrière-pays d'Izmir. S'appuyant uniquement sur les sources européennes, E. F.-S. laisse quelque peu dans l'ombre le rôle des divers intermédiaires (grands notables, négociants grecs et arméniens) auprès des paysans. Une exploitation des sources turques permettrait peut-être de mieux cerner le degré d'autonomie que gardaient les producteurs, et de mettre en relief la stratification sociale dans le monde paysan.

Dans l'article suivant, Rešat Kasaba (« Migrant Labor in Western Anatolia, 1750-1850, » p. 113-122) apporte des éléments de réponses à ces questions. L'intensification de la culture nécessitait l'emploi d'une importante main-d'œuvre complémentaire amenée soit de Morée et des îles égéennes, soit d'Anatolie orientale et des rives de la mer Noire, soit enfin des territoires conquis par les Russes (Crimée, Caucase, Moldavie). Par le biais de ces saisonniers kurdes ou lazes, la pénétration d'une agriculture fortement commercialisée trouvait des répercussions jusqu'au fin fond de l'Anatolie.

Tosun Arıcanlı (« Property, Land and Labor in Nineteenth-Century Anatolia, » p. 123-134) récuse l'émergence de toute forme de propriété privée en Anatolie au XIXe siècle, et à fortiori durant les siècles antérieurs. Les droits acquis par les notables restaient toujours révocables, la confiscation était toujours possible. L'Empire ottoman reposait sur les revenus tirés de la terre. Dans la logique de ce système, le développement agricole dépendait non pas des formes de propriété, mais de la capacité à mobiliser une main-d'œuvre toujours trop rare par rapport aux terres disponibles.

Faruk Tabak (« Agrarian Fluctuations and Modes of Labor Control in the Western Arc of the Fertile Crescent, c. 1700-1850, » p. 135-154) revient sur ce thème de mobilisation de la main-d'œuvre en analysant comment la Syrie s'est peu à peu intégrée à « l'économie-monde ». D'importantes transformations bouleversèrent la région : amélioration de la productivité, introduction de cultures nouvelles (tomates, tabac, haricots, pommes de terre), développement d'une agriculture partiellement tournée vers l'exportation dans les zones méridionales et côtières, laquelle favorisa l'émergence de puissantes familles de notables à Damas, Saïda, Saint-Jean-d'Acre et le Mont-Liban.

Dina Rizk Khoury (« The Introduction of Commercial Agriculture in the Province of Mosul and its Effects on the Peasantry, 1750-1850, » p. 155-172) analyse les transformations dans le domaine agricole dans la région de Mosul. Contrairement à l'évolution constatée en Syrie, ces changements résultèrent de facteurs internes (renaissance du commerce local et régional durant la seconde moitié du XVIIIe siècle, développement d'un marché céréalier vers Mosul, mais aussi au-delà vers Baghdad et jusqu'au Hedjaz). Si certains notables citadins, en particulier les Djilali, avaient investi dans les zones rurales (aménagement de vergers, constructions de moulins à eau), la plupart d'entre eux s'étaient contentés de la rente que leur assurait la fonction

BCAI 10 (1993) Ç. Keyder, F. Tabak: Landholding and Commercial Agriculture in the Middle East, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

de *multazim*. D. R. K. reste quelque peu évasive sur le sens de *mulk* dans le cas de terres « achetées » par des notables. Quels droits supplémentaires acquéraient-ils lors de ces achats, à quel statut étaient alors réduits les paysans sur ces terres ? Elle ne le précise pas. Il aurait été également intéressant de connaître les répercussions en zone rurale de la reprise en main de Mosul par la Porte à partir de 1834.

Linda Schilcher (« The Grain Economy of Late Ottoman Syria and the Issue of Large-Scale Commercialization, » p. 173-196) rend compte dans le détail du développement de la culture céréalière en Syrie au cours du XIXe siècle. Elle montre comment cette expansion, réalisée surtout dans les zones sèches et éloignées des villes, fut le fait principalement d'une nouvelle classe de notables urbains, établis à la périphérie de la ville, différents de ceux du XVIIIe siècle. Ils bénéficiaient à la fois de l'appui de l'État en quête de revenus supplémentaires, et des négociants étrangers à la recherche de céréales. L'introduction de l'économie marchande sur ces terres éloignées entraîna une différenciation sociale accrue dans le monde rural. Mais elle ne remit pas en cause le fondement même des structures anciennes. Le paysan gardait toujours l'usufruit de la terre. Quant au notable urbain, il agissait essentiellement en entrepreneur, fournissant les capitaux nécessaires, mais prêt à placer ses capitaux ailleurs dès que la conjoncture changea à partir des années 1870-1880.

Avec ces contributions souvent remarquables et très denses, le débat est loin d'être clos. Mais un certain nombre de notions se précisent. L'État, même durant les périodes d'affaiblissement, restait maître du jeu. La propriété, du moins telle que nous l'entendons en Occident, n'est apparue que très tardivement, bien après le Code sur les biens fonciers de 1858. Les rapports entre État, paysannat et collecteurs du surplus agricole étaient complexes. Ils variaient en fonction de multiples facteurs. Les éléments internes, propres à l'Empire ottoman, étaient bien plus importants qu'on ne l'a cru encore récemment. Mais comme le fait remarquer G. Veinstein, le nombre de documents exploités jusqu'à présent reste insuffisant pour qu'on puisse prétendre arriver dès à présent à des conclusions avancées dans ces questions qui sont au cœur même de toute approche sur l'évolution de l'Empire ottoman.

Michel TUCHSCHERER
(Université de Provence)

Haleh ESFANDIARI, Avram L. UDOVITCH (dir.), *The Economic Dimensions of Middle Eastern History, Essays in Honor of Charles Issawi*. Darwin Press, Princeton, 1990. 368 p.

Difficile de rendre hommage à l'immense talent de Charles Issawi dont l'œuvre scientifique compte actuellement quinze livres et plusieurs centaines d'articles couvrant les domaines les plus variés. Il y a bien sûr l'auteur d'ouvrages de référence en histoire économique. Mais il y a aussi le traducteur de Rilke et l'auteur d'un essai sur la philosophie arabe de l'histoire traduit en bengali et en indonésien. Il y a enfin l'homme d'action, cadre de la Banque nationale d'Égypte puis du secrétariat général de l'Onu qui a commencé sur le tard une carrière académique particulièrement brillante.

BCAI 10 (1993) Ç. Keyder, F. Tabak: Landholding and Commercial Agriculture in the Middle East, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net